

REPONSE DE ZEOP MOBILE

A

LA CONSULTATION PUBLIQUE

DE L'ARCEP

RELATIVE A L'

***« ATTRIBUTION DE FREQUENCES
DANS LA BANDE 900 MHz A LA REUNION »***

22 Avril 2022

Question n°1 : Souhaitez-vous utiliser des fréquences dans la bande 900 MHz à la Réunion dès maintenant et au-delà de 2025 ? Quelle quantité ? Pour quel service ?

A titre préliminaire, il convient de relever qu'en interrogeant les opérateurs mobiles sur leur souhait d'*«utiliser des fréquences dans la bande 900 MHz à la Réunion dès maintenant»*, la question s'adresse nécessairement aux opérateurs mobiles qui n'utilisent pas actuellement de telles fréquences faute d'attribution.

D'autre part, on peut également relever que la consultation publique de l'ARCEP intervient alors que la procédure d'attribution des fréquences dans la bande des 700MHz n'est pas terminée, la publication des décisions d'autorisation d'utilisation des fréquences se faisant attendre, alors même que ses résultats sont contestés par ZEOP MOBILE.

On déduit des développements précédents que la question posée s'adresse à ceux des opérateurs réunionnais qui ne disposent pas dans l'immédiat de fréquences dans la bande des 900Mhz et n'ont pas non plus obtenu suffisamment de fréquences dans la bande des 700MHz. Or, en l'occurrence, seul l'opérateur mobile ZEOP MOBILE répond à ces deux critères et la question lui semble lui être donc posé directement.

Ainsi replacée dans son contexte d'ensemble, on ne peut exclure que cette question revient à soulever celle de la substituabilité pour ZEOP MOBILE entre les fréquences dans la bande des 900 MHz et celles dans la bande des 700MHz.

En tout état de cause, quand bien même toutes les fréquences basses sont globalement techniquement substituables entre elles au regard de leur pouvoirs de propagation et de pénétration à l'intérieur des bâtiments, ZEOP MOBILE n'est malheureusement pas en capacité de répondre à une telle interrogation faute de clarifications, de données plus précises et d'engagements claires émanant de l'Autorité

En effet, l'Autorité déclare que 5 MHz dans la bande 900 MHz sont d'ores et déjà disponibles et que 29,8 MHz supplémentaires dans cette même bande seront disponibles à partir du 1^{er} mai 2025. Pourtant, il ne fait pas de doute que les premiers 5 MHz, s'ils sont affichés comme disponibles, ne sont nullement utilisables en l'état et ce au point de remettre en cause toute disponibilité réelle.

Faut-il rappeler que ces 5 MHz découlent des restitutions opérées par Orange et SFR en septembre 2021 et qu'ils sont constitués, comme les présentes d'ailleurs l'Autorité dans cette consultation, d'une série de bandes fragmentaires du spectre. Ce faisant, ces bandes fragmentaires sont uniquement exploitables en l'état en technologie 2 G.

Or, aucun opérateur au monde ne réalise plus d'investissement dans cette technologie. Orange vient même d'affirmer commencer à réfléchir à la programmation de l'extinction de la 2 G. A tout le moins ces 5 MHz dans la bande 900 MHz doivent être agrégés pour constituer un bloc homogène exploitable en technologie 4 G ou 5 G.

Certes, l'Autorité déclare dans la présente consultation qu'elle « *envisage de réaménager la bande 900 MHz afin d'assurer une contiguïté des blocs de fréquences attribués à chaque opérateur, dès l'attribution des 5 MHz* ». Mais, de l'aveu même de l'Autorité, cette déclaration souffre d'un double défaut lourd de conséquences :

- rien n'est garanti puisque la déclaration est présentée comme une simple hypothèse de travail, laquelle peut à tout moment être remise en cause ou bien ne pas aboutir *in fine* ;
- aucune précision calendaire n'est apportée laissant tout un chacun dans le flou le plus absolu.

Par conséquent, alors même que l'Autorité refuse de se prononcer clairement et précisément, comment peut-on inversement demander à un opérateur de téléphonie mobile de se positionner alors même qu'un tel positionnement suggère de lourds investissements ? Cela ne paraît ni raisonnable ni même envisageable.

Faut-il également rappeler que s'agissant des fréquences allouables dans la bande des 700 Mhz à la Réunion, la première consultation publique a été lancée par l'Autorité en décembre 2019 et que à la mi-avril 2022 ces fréquences ne sont toujours pas attribuées, deux ans et demi après ?

En outre, comment ne pas relever que les opérateurs ayant obtenu des blocs de 10MHz dans la bande de fréquence des 700MHz pourront prendre une avance commerciale définitive sur leurs concurrents n'ayant pas obtenu de tels blocs.

Il résulte de ce qui précède qu'au-delà des considérations techniques, ZEOP MOBILE n'est pas en mesure de confirmer son intérêt effectif pour les fréquences dans la bande des 900MHz mais pourra le faire dès que l'Autorité aura apporté les précisions manquantes.

Et si faute de précisions, d'engagements et de clarifications de l'Autorité, il est impossible à un opérateur de de téléphonie mobile réunionnais de se prononcer dès maintenant, a fortiori il l'est encore moins à l'horizon 2025.

Question n°2 : Le cas échéant, seriez-vous favorable à une attribution anticipée de la totalité de la bande 900 MHz à la Réunion ?

Là encore, il est raisonnablement impossible pour ZEOP MOBILE de se prononcer de quelque manière que ce soit.

Faute de calendrier, d'engagement et de précision de l'Autorité, comment un opérateur de téléphonie mobile pourrait-il se prononcer sur une attribution anticipée de la totalité de la bande 900 MHz à la Réunion ?

Un tel positionnement est d'autant moins possible que rien n'est indiqué quant aux engagements qui pourraient être demandés aux opérateurs ni à la procédure d'attribution elle-même.

On vient juste de constater à la Réunion, à l'occasion de la procédure d'attribution des fréquences dans la bande 700 MHz, les ravages prévisibles que peut occasionner sur un territoire d'outremer une procédure dite d'enchères au second prix. Non seulement un petit opérateur de téléphonie mobile n'a pas les moyens de lutter financièrement face aux gros opérateurs dans une procédure aux enchères ascendantes, mais lorsqu'il s'agit d'enchères au second prix, cette asymétrie financière est littéralement instrumentalisée à ses dépens en le faisant déterminer à l'aune de ses moyens financiers limités le prix que paieront finalement les opérateurs mobiles nationaux nécessairement vainqueurs.

Question n° 3 : Quelle échéance vous semble la plus appropriée pour l'attribution des 5 MHz dans la bande 900 MHz à la Réunion : le 21 novembre 2036 ou pour une durée de quinze ans à compter de la date à laquelle les lauréats sont autorisés à utiliser les fréquences attribuées et prolongeable pour une durée de cinq ans, le cas échéant ?

Cette question semble remettre en cause la précédente.

Si l'on parle d'une attribution des 5 MHz dans la bande 900 MHz à la Réunion alors on abandonne toute idée d'une attribution anticipée de l'intégralité de la bande 900 MHz. En tout état de cause, ces deux options ne sont pas compatibles mais apparaissent nettement exclusives l'une de l'autre.

Enfin, ainsi qu'indiqué précédemment, la possibilité d'utiliser effectivement une fréquence est une question déterminante.

Question n°4 : Avez-vous d'autres remarques ?

ZEOP MOBILE souhaite attirer l'attention de l'Autorité sur la nécessité pour elle de favoriser une concurrence effective sur le marché réunionnais de la téléphonie mobile à l'occasion de cette nouvelle allocation des fréquences dans la bande 900 MHz à la Réunion.

Le code des communications électroniques européen est particulièrement explicite à ce sujet. Il dispose que « *les autorités de régulation nationales et les autres autorités compétentes **favorisent une concurrence effective et évitent les distorsions de concurrence sur le marché intérieur lorsqu'elles décident d'octroyer, de modifier ou de renouveler des droits d'utilisation du spectre radioélectrique pour les réseaux et les services de communications électroniques conformément à la présente directive*** » (article 52.1).

Or, le marché de la téléphonie mobile réunionnaise connaît actuellement une situation de déséquilibre flagrant entre les opérateurs. Tous disposent de portefeuilles richement dotés en fréquences basses à l'exception d'un seul, ZEOP MOBILE, qui en est totalement dépourvu actuellement et en sera doté de manière minimaliste lors de la publication des autorisations d'utilisation des nouvelles fréquences 700 MHz et 35 GHz.

Avant et après l'attribution des fréquences 700 MHz à la Réunion

REUNION	FB		
	800 MHz	900 MHz	TOTAL FB
ORANGE	10	10	20
TELCO OI	10	9,8	19,8
SRR	10	10	20
ZM	0	0	0

REUNION	FB			
	700 MHz	800 MHz	900 MHz	TOTAL FB
ORANGE	10	10	10	30
TELCO OI	10	10	9,8	29,8
SRR	5	10	10	25
ZM	5	0	0	5

Pourtant l'incidence concurrentielle d'une dotation en fréquences basses est majeure pour tout opérateur de téléphonie mobile. Non seulement l'Autorité de la concurrence souligne expressément dans son avis de 2013 qu'un opérateur mobile est très handicapé financièrement et techniquement lorsqu'il est dépourvu de fréquences basses (puisque les fréquences hautes requièrent plus de sites relais et, de facto, coûtent plus cher à déployer) mais en outre, plus un opérateur mobile détient des fréquences basses plus il pourra améliorer sa couverture ainsi que la qualité du service proposé (via un débit amélioré) à l'intérieur des bâtiments.

L'absence ou la faible dotation de fréquences basses est donc automatiquement et directement sanctionnable par le consommateur final qui soit ne souscrit pas au service proposé par l'opérateur mobile soit résilie dès qu'il le peut faute de couverture ou de couverture médiocre à l'intérieur des bâtiments.

Par conséquent, en pareille situation, toute nouvelle allocation de fréquences sur un territoire comme la Réunion doit obligatoirement passer par un rééquilibrage des portefeuilles de fréquences basses entre les opérateurs en refusant l'attribution à certain afin d'éviter une distorsion de concurrence par accumulation de fréquences.

Le code des communications électroniques européen prévoit d'ailleurs ce cas puisqu'il autorise les ARN à « *refuser l'octroi de nouveaux droits d'utilisation du spectre radioélectrique ou l'autorisation de nouvelles utilisations du spectre radioélectrique dans certaines bandes, ou assortir l'octroi de nouveaux droits d'utilisation du spectre radioélectrique ou l'autorisation de nouvelles utilisations du spectre radioélectrique de conditions, **afin d'éviter des distorsions de concurrence dues à une attribution, une cession ou une accumulation de droits d'utilisation*** » (article 52 c).